

Luxfer, une lutte dans l'air du temps



Le 2 mars, des salariés de Luxfer occupaient toujours l'usine de Gerzat (Puy-de-Dôme), la dernière en France à produire des bouteilles d'oxygène à usage médical. PHOTOS : PASCAL AIMAR/TENDANCE FLOUE

○

Raphaëlle Rérolle

La dernière entreprise française de production de bouteilles d'oxygène à usage médical a fermé au printemps 2019. Depuis, ses salariés ne désarment pas. La crise sanitaire actuelle donne un deuxième souffle à leur combat

GERZAT (PUY-DE-DÔME) - envoyée spéciale

Ces petites bonbonnes blanches, vous les avez sûrement déjà vues : rangées dans les compartiments à bagages des TGV, elles accompagnent les transferts de malades des régions les plus atteintes par le Covid-19 vers celles qui le sont moins. On s'en sert aussi dans les ambulances du SAMU, chez les pompiers, au sein des Ehpad, voire pour certains malades soignés à domicile. Autant dire qu'en temps de crise sanitaire, les bouteilles d'oxygène à usage médical sont un matériel stratégique. Or, la France n'en produit plus une seule depuis un an. Pire : avant sa fermeture au printemps 2019, l'usine Luxfer du Puy-de-Dôme était la dernière d'Europe continentale à fabriquer ces réservoirs en aluminium et fibre de carbone, légers et ultrarésistants.

Ainsi va la vie du capitalisme financier : sans le coronavirus, cette filiale du groupe anglo-américain Luxfer Gas Cylinders serait sans doute déjà morte et enterrée. Comme tant d'autres, l'entreprise de Gerzat, banlieue nord de Clermont-Ferrand, aurait tout bonnement rejoint le grand cimetière de l'histoire industrielle française, emportant avec elle 136 emplois et menaçant une poignée de sous-traitants. Aujourd'hui, pourtant, la pandémie pourrait changer le cours des choses. Prenant le relais de ses ouvriers, qui se sont longuement battus pour sauver leur établissement, des élus réclament le secours de l'Etat. Il faut agir vite, disent-ils, non seulement pour l'emploi, mais aussi pour assurer au pays l'autonomie dont il a manqué en matière de masques et de tests.

Dans son allocution télévisée du 12 mars, le président de la République n'a-t-il pas martelé que « *déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner, notre cadre de vie, au fond, à d'autres est une folie* » ? Dès le 19 mars, la députée socialiste du Puy-de-Dôme Christine Pirès-Beaune demande à l'Etat de reprendre le site de Gerzat. Bientôt, différents élus se rallient à cette cause, le groupe La France insoumise allant même jusqu'à déposer une proposition de loi en ce sens. Le 2 avril, un autre député du Puy-de-Dôme, le communiste André Chassaing, pose directement la question au ministre de l'économie et des finances lors d'une visioconférence organisée par le premier ministre avec les dirigeants de partis et les présidents de groupes parlementaires. Bruno Le Maire répond par la négative. Il est catégorique : « *Ni les salariés ni les machines ne sont disponibles pour reprendre l'activité.* »

Faux, rétorquent aussitôt les anciens ouvriers de Luxfer, qui adressent alors une lettre à Emmanuel Macron. Le site a beau être fermé, affirment-ils, une grande partie du personnel n'a pas retrouvé d'emploi. Il faut dire que la région de Clermont-Ferrand n'est pas au mieux de sa forme depuis que plusieurs entreprises ont baissé le rideau ces dernières années. Les machines, elles, sont encore là. Intactes. « *Nous avons tout arrêté très proprement* », explique Axel Peronczyk, jeune délégué CGT chargé de la maintenance. A seulement 26 ans, ce technicien, dont la famille est arrivée de Pologne au début des années 1920, connaît parfaitement l'histoire du site et celle, mouvementée, de son agonie depuis novembre 2018. Le 26, précisément, quand « *les Anglais* », comme on dit à Gerzat, annoncent brutalement leur décision de liquider la filiale française, pourtant bénéficiaire.

Aussitôt, l'angoisse et l'incompréhension déchainent une colère qui brûle encore, des mois après. Derrière la grille d'accès à l'usine, les énormes bennes destinées à barrer le passage et les inscriptions rageuses, en rouge sur les murs blancs, rappellent que la lutte fut rude jusque dans son tout dernier épisode. Pour empêcher les dirigeants de Luxfer de détruire leur outil de travail, les anciens ouvriers ont bloqué l'accès à l'entreprise, à partir du 20 janvier. « *Une semaine avant, les propriétaires avaient déjà cassé pour 1 million d'euros de paniers de transfert, destinés à déplacer les produits, raconte Axel Peronczyk. Quand on a vu que leurs chenillettes étaient prêtes à continuer, on a décidé de s'installer là et de ne plus bouger.* » Chaises et tables solidement campées devant les locaux, musique, banderoles et food truck, le siège a duré cinquante-trois jours, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Seule la perspective du confinement a eu raison de la mobilisation.

Un « symbole » de Gerzat

Une telle détermination chez des salariés déjà licenciés, voilà qui intrigue. Mais Luxfer n'est pas n'importe quelle entreprise. Pour bien comprendre son importance à Gerzat, 10 500 habitants, il suffit d'observer sa position géographique. Contrairement aux nombreuses sociétés regroupées dans la zone industrielle, longue suite de cubes faussement design, l'usine a été construite à l'entrée de la ville, presque en face du premier commerce. A l'époque, en 1939, elle s'appelait Société métallurgique de Gerzat (SMG) et fabriquait des douilles d'obus sous la houlette de deux frères d'origine italienne, les Biginelli. C'est l'un d'eux, ingénieur et très inventif, qui mit au point des bouteilles monoblocs haute pression pour les gaz comprimés, ancêtres des actuelles bouteilles d'oxygène. Lorsque survient l'Occupation, la SMG, spécialisée dans le filage à chaud des alliages d'aluminium, est réquisitionnée par les Allemands. Dans les ateliers d'aujourd'hui, on peut encore voir les passerelles suspendues qui permettaient aux soldats de surveiller les ouvriers.

Ces forgerons, ces mécanos sont une partie de l'âme de la ville. A Gerzat, les rues s'appellent Marcel-Sembaat, Jules-Guesde, Marx-Dormoy ou rue de l'Industrie – celle de Luxfer. Les cités ouvrières se succèdent sur fond de volcans, vestiges d'un demi-siècle d'architecture à loyers modérés. Jean Albisetti, maire Les Républicains de la commune depuis 2014, a toujours connu l'usine, puisqu'il est « *né la même année qu'elle* », à l'aube de la seconde guerre mondiale. Prenant vigoureusement parti contre la fermeture du site, il fait cause commune avec le délégué CGT de Luxfer, « *alors que d'habitude, je ne suis pas vraiment d'accord avec eux* », glisse-t-il. Car ce « *jeune maire* », comme il se définit en riant, voit dans l'entreprise un véritable « *symbole* » de sa cité. Au plus fort de son activité, pas loin de 400 personnes y travaillaient. A l'époque, c'était une filiale du groupe Pechiney, propriétaire du début des années 1960 à 2001.

Gérard Vigier a bien connu ce temps-là : trente-sept ans et demi dans la même boîte, ça laisse des souvenirs. D'autant qu'il s'agit d'une histoire de famille, puisque ses deux fils ont pointé chez Luxfer jusqu'à la fermeture. Retraité depuis 2005, ce mécanicien « *formé à l'école Michelin* » est entré chez Pechiney en 1969. « *Je n'avais pas trop l'esprit Michelin*, se souvient-il. Mon père y était mort de la tuberculose à 42 ans, après avoir travaillé au "noir", c'est-à-dire dans les gommages. J'avais une dent contre eux. » Lui s'est bien plu chez Pechiney. L'ambiance n'était « *pas si mal* », les gens « *se serraient les coudes* ». Jusqu'au début des années 1990, raconte-t-il, l'entreprise fabrique surtout des pièces d'armement. L'activité bouteilles est alors minoritaire – pas plus de 20 % du chiffre d'affaires (contre un peu plus de 60 % pour Luxfer France en 2018).

Tous ces produits sophistiqués, il pourrait en parler pendant des heures : les pièces de missiles pour les chars Leclerc, les tubes de lanceurs dits « MO » (pour Moyen-Orient), les douilles d'obus pour le belge Mekar, les bouteilles de 0,4 litre pour les sièges éjectables des Mirage 2000, les gaines pour piles à combustible des centrales nucléaires, les extincteurs... « *Il y avait des compétences*, observe Gérard Vigier. *Le diplôme ne faisait pas tout. Ceux qui travaillaient dans les bureaux d'études n'étaient pas forcément ingénieurs. Ils venaient voir dans les ateliers si ça fonctionnait.* »

Tout de même, l'atmosphère finit par se gâter. Aux licenciements, dès 1977, succèdent la nationalisation de Pechiney, en 1982, puis encore des départs dix ans plus tard. Mais c'est l'arrivée de Luxfer, en 2001, qui marque vraiment le début de la « *débandade* », selon Gérard Vigier. Il résume : « *C'était notre plus gros concurrent. Il leur manquait des compétences pour le filage à chaud, celles qui permettent de travailler le zinc et le cuivre. Alors, ils nous ont rachetés. Et très vite, ils ont embarqué une partie de l'activité à Nottingham, en Grande-Bretagne.* »

Vaille que vaille, Luxfer France continue tout de même de tourner. « *On gardait à Gerzat le plus complexe* », dit Axel Peronczyk. Autrement dit, le fleuron de la production, notamment les bouteilles dites de « type 3 », composées d'un alliage baptisé « 7060 », super-léger, super-solide. Pour bien faire comprendre la sophistication du procédé, le délégué CGT explique : « *Imaginez une galette de 10 ou 20 cm de diamètre sur laquelle on pousse pour obtenir une bouteille de 1,3 mm d'épaisseur, presque indestructible.* »

Jusqu'à la fin, ces « types 3 » ont été fabriquées sur la plus vieille presse de l'usine, celle de 1939, par des forgerons très expérimentés. Avec l'arrêt du site de Gerzat, cette compétence s'est perdue. Ou du moins, plus personne n'est en mesure de fabriquer des « types 3 ». Nulle part. « *En 2016, les Anglais ont bien essayé de délocaliser une partie des bouteilles à usage médical, observe Axel Peronczyk, mais ils manquaient de savoir-faire. Du coup, c'est revenu chez nous.* »

La brutalité de cette fermeture a laissé des traces. Non seulement au sein de l'entreprise, mais aussi à Bercy, où l'on déclare laconiquement que les dirigeants « *s'y sont objectivement mal pris* ». Axel Peronczyk se souvient bien du jour de 2018 où le patron a réuni le personnel dans le réfectoire : « *On nous a annoncé ça à brûle-pourpoint. Sans préavis. Quelques-uns l'ont même appris par la presse locale. Il y a eu des cris, des pleurs. L'un des salariés venait de Florange, un autre de Lipton ; pour certains, c'était le troisième plan social. La direction nous a juste expliqué qu'ils avaient des problèmes de compétitivité.* »

« Ne vous plaignez »

Le lendemain, l'ensemble du personnel débraye pour deux semaines. Pendant ce temps, du côté de Luxfer Gas Cylinders, au Royaume-Uni, on fête joyeusement la fin d'une année florissante. A Noël, les salariés de Gerzat ont même la surprise de voir arriver par mail une carte de vœux leur souhaitant, en anglais, de très heureuses vacances. Sous la photo d'un aréopage de dirigeants hilares, un texte euphorique du PDG se conclut par cette phrase : « *Je suis persuadé que nos meilleures années sont devant nous.* » Ulcérés mais pas découragés, les salariés se mobilisent alors autour d'un nouveau projet. « *S'ils ont pensé qu'on allait se laisser faire, ils se sont mis le doigt dans l'œil, rigole Axel Peronczyk. Ils sont tombés sur des Auvergnats.* » Plutôt que d'accepter sans broncher le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) proposé par Luxfer, une centaine d'entre eux forment des groupes de travail pour présenter un business plan de leur cru, avec l'aide d'experts-comptables. Soumis à la direction le 29 janvier 2019, ce document promet qu'avec la moitié de l'investissement prévu pour le PSE, la société pourrait multiplier ses gains par trois. « *Nous avons repensé toute l'organisation, se souvient le syndicaliste. Ça nous faisait drôle d'aller dire à nos patrons comment mieux s'engraisser, mais c'était ça ou attendre d'être mangés.* »

Treize jours plus tard, la direction britannique se déplace à Gerzat. Comme en novembre 2018, le personnel est convoqué dans le réfectoire ; mais cette fois, toutes les issues sont fermées. Quand la réponse tombe, elle est sans appel : c'est non. La déception est immense. D'autant que Ian Parker, vice-président de Luxfer Gas Cylinders, ne ménage pas les susceptibilités. Une scène, en particulier, a marqué Frédéric Vigier, fils de Gérard et délégué CFDT, dix-huit ans de Luxfer : « *Face à notre incompréhension, il a répondu que c'était notre faute si nous ne nous étions pas donné un peu plus de peine pour avoir des diplômes. Comme lui...* » Selon plusieurs témoins encore, M. Parker aurait ajouté : « *Ne vous plaignez, vous avez de la chance : vous êtes en France, vous toucherez le chômage.* »

La réaction ne se fait pas attendre et elle durera six semaines : non seulement la totalité des salariés cesse le travail, à l'exception des cadres, mais l'usine est entièrement bloquée. Luxfer propose des indemnités de départ d'abord faibles (0,3 % du salaire brut mensuel par année d'ancienneté), puis plus importantes, jusqu'à 47 000 euros par personne. Pas convaincus, les représentants du personnel refusent, puis refusent encore et finissent par se mettre à chercher eux-mêmes un repreneur, en dépit des nombreuses difficultés. Car Luxfer Gas Cylinders entend visiblement barrer la route à tout concurrent potentiel. Pas question, donc, de vendre à quelqu'un qui poursuivrait l'activité bouteilles sur le site de Gerzat.

« Fossoyeur » et « bandes de cons »

« *On n'avait pas l'air d'industriels quand on s'adressait à d'éventuels repreneurs, mais notre comptable nous avait bien formés, explique Axel Peronczyk. On s'est fait rembarrier un nombre incalculable de fois, jusqu'au jour où on a trouvé un groupe chinois, Hangzhou Jinjiang. Un gros fabricant d'aluminium qui voulait faire de l'aéronautique et de l'armement. Il reprenait 80 salariés.* » Las ! De soudains revers financiers s'abattent sur ladite société, qui lâche finalement la rampe et disparaît du paysage. En parallèle, les différents déplacements des représentants syndicaux à Bercy, dont un avec le maire de Gerzat, au volant de sa voiture personnelle, ne donnent rien. « *A chaque fois, c'était l'impuissance, souligne Axel Peronczyk. Un haut fonctionnaire nous a même dit ne rien pouvoir faire face à des propriétaires qui se comportaient comme des enfants de 10 ans et cassaient leur jouet.* » Ce jour-là, les membres de la délégation prennent une cuite au whisky dans le train qui les ramène de Paris.

A deux jours de la date limite, le 28 mars 2019, les syndicats finissent par signer le PSE, de peur que leurs collègues ne pâtissent de ce bras de fer. Le gros des licenciements aura lieu en juin, puis dans les mois suivants pour les dix salariés protégés, les cadres et quelques ouvriers chargés de mettre les locaux en veille. Mais l'usine, elle, ferme brusquement fin avril. « *Les vestes étaient encore sur les portemanteaux, les outils abandonnés, on n'a même pas eu le temps de saluer les collègues* », relate avec amertume un ancien de Luxfer.

Fin de l'histoire ? Pas du tout. Comme un feu renaissant obstinément de ses cendres, les anciens salariés se mobilisent encore une fois. A peine licenciés, une soixantaine d'entre eux passent trois mois à plancher sur un projet de société coopérative et participative (SCOP) alimenté par leurs indemnités, mais aussi des prêts et des subventions. En vain : nouveau refus des « Anglais ». Cette fois, personne ne s'est déplacé. La rencontre a lieu par visioconférence, le 20 décembre 2019. Selon les représentants syndicaux, la direction n'accepte même pas d'examiner le projet.

Pendant ce temps, à Gerzat, l'atmosphère est devenue irrespirable. Les relations entre les salariés et la direction, qui s'étaient envenimées depuis l'annonce de la fermeture, ont rapidement tourné à l'aigre. Au point qu'en mars 2019, le bureau du directeur passe par la fenêtre et quelques meubles sont endommagés. Les dirigeants accusent les ouvriers de comportements violents, se font escorter par des gardes du corps et entreprennent, affirment certains salariés, d'espionner les représentants syndicaux. A l'automne suivant, dans les couloirs d'une usine déserte où les derniers ouvriers croisent une direction bien décidée à en finir, les choses empirent. D'après des témoins, Guy Leblond, dernier « manager de transition » (le personnel disait plutôt « *fossoyeur* »), traite les salariés protégés de « *bandes de cons* » quand ils passent sous ses fenêtres, avant de les filmer avec son téléphone. Sollicité par *Le Monde*, M. Leblond n'a pas répondu.

« Le boucher de Nottingham »

Il n'est pas le seul : la direction de Luxfer oppose un silence de plomb à toutes les demandes d'explications. A la presse, bien sûr, mais aussi aux élus et aux hauts fonctionnaires du ministère de l'économie et des finances, qui ont attendu trois semaines avant de recevoir un courrier banal, signé par un « *troisième couteau* ». Le PDG de la branche dont dépend le site de Gerzat, Andy Butcher – les ouvriers l'appelaient « *le boucher de Nottingham* » –, est aux abonnés absents. Jean-François Faye, premier des « managers de transition » mis en place pour organiser la fermeture, en 2019, confirme : « *La politique de Luxfer est de ne pas communiquer du tout.* »

Restent donc des hypothèses. Pourquoi les dirigeants britanniques ont-ils décidé de se débarrasser de ce site bénéficiaire, où s'élaborait un produit haut de gamme ? A Gerzat et même à Bercy, personne n'a vraiment compris. « *Sans doute ont-ils voulu maximiser leurs profits pour rémunérer leurs actionnaires* », avance la députée Christine Pirès-Beaune. Frédéric Vigier, le délégué CFDT, estime, lui aussi, que le site a été « *victime d'une stratégie financière* », destinée à satisfaire les fonds de pension. Axel Peronczyk va plus loin : « *Ils ont pris le marché à la gorge. Comme plus personne ne fabrique de "types 3", ils en profitent pour vendre plus cher les produits de la gamme en dessous : + 12 % dès juin 2019.* » De son côté, Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances, se montre plus prudente : « *Nous comprenons que c'est une situation de concurrence accrue et de surcapacité qui a guidé la décision de Luxfer...* »

Selon elle, le marché de l'oxygène médical était excédentaire en 2018-2019. « *Actuellement, affirme-t-elle, il y a 200 000 bouteilles en circulation dans notre pays.* » Du reste, ajoute-t-elle, « *même dans la période de crise que nous traversons, il n'y a pas eu de tensions particulières sur ces produits* ». Reste la question de l'indépendance en matière d'approvisionnement. Air liquide, dont l'activité consiste à remplir les bouteilles, n'a plus aujourd'hui aucun fournisseur en Europe communautaire. En dehors de Luxfer, seules deux entreprises, l'une turque et l'autre taïwanaise, peuvent encore lui vendre des bouteilles. « *Bien sûr, admet la secrétaire d'Etat, Air liquide préférerait avoir accès à une source d'approvisionnement intracommunautaire. Mais le prix de production doit être crédible.* »

Après avoir longtemps fait la sourde oreille, l'Etat dit aujourd'hui s'impliquer dans la recherche d'un repreneur. « *Mais un repreneur solide, avec un vrai projet industriel* », insiste Agnès Pannier-Runacher, qui évoque un acteur régional, intéressé par l'hydrogène. L'usine de Gerzat pourrait-elle continuer à fabriquer des bouteilles d'oxygène à usage médical ? « *A cause de l'épidémie de Covid-19, une proposition concernant l'oxygène pourrait être incluse dans le projet.* »

Quant à Luxfer Gas Cylinders, la secrétaire d'Etat se fait fort de trouver les arguments pour convaincre ses dirigeants. En attendant, le groupe, coté au New York Stock Exchange, fait d'excellentes affaires. Entre le 12 mars et le 13 avril, le cours de l'action Luxfer a crû de plus de 30 %. Pour la seule séance du 17 mars, premier jour du confinement en France, elle avait même bondi de presque 20 %.